

Michaël Føessel, philosophe : “Entre le divertissement futile et l’ennui profond, il y a une place pour la culture”

- Réservé aux abonnés de Télérama
- [Olivier Pascal-Moussellard](#)
- Publié le 27/04/2020.



Pour le philosophe, auteur notamment du “Temps de la consolation”, il importe de s’entendre sur les mots. Ce que nous traversons est bien une crise, touchant aussi bien la sphère publique que l’intime. Nous n’en sortirons qu’à condition de réaffirmer nos libertés et d’apprendre à dépasser la peur.

Peut-on philosopher sur le coronavirus ? Depuis des semaines, une parole essentiellement médicale, parsemée de considérations politiques, domine les discours, imposant à la fois son vocabulaire, son regard sur le monde et... les règles de vie au temps du Covid-19. Pourtant, une autre forme de distanciation, moins sociale que philosophique, devrait nous aider à repenser un événement qui, par son extension et sa gravité, concerne toute l’humanité, au sens démographique du mot comme dans sa dimension la plus intime. Car cette épidémie est une « crise », rappelle le philosophe Michaël Føessel (45 ans), professeur à l’École polytechnique et auteur du *Temps de la consolation* et d’*Après la fin du monde. Critique de la raison apocalyptique*. Une crise, c’est-à-dire un point de rupture dans notre histoire. Si l’on ne veut pas rester passifs devant l’énormité de ce qui nous arrive, cet événement nous invite à la fois à suspendre nos jugements (contre toutes les conclusions hâtives) et à reprendre la discussion sur notre relation à la vie, à la mort et à la liberté.

Pourquoi parlez-vous de « crise » à propos de cette épidémie ?

Le mot « crise » a une étymologie médicale : il désigne le moment où se joue le destin d'une maladie, le basculement vers la mort ou la guérison. La pathologie atteint alors son paroxysme, il faut poser un diagnostic clair, c'est-à-dire formuler un jugement. Sous cet angle, l'épidémie de Covid-19 relève bien plus de la crise que les fameuses « crises » financière, économique ou écologique dont on entend parler depuis des décennies, et qui étaient presque devenues le mode normal de fonctionnement de nos sociétés. L'événement coronavirus récapitule toutes les problématiques de notre système économique et social défaillant, mais en les projetant dans le registre de l'intime. C'est dans nos corps que s'installent les effets désastreux de la mondialisation – la course à la rentabilité, la délocalisation tous azimuts, l'exploitation sans frein de la nature, etc. Cela ne touche pas seulement les malades du Covid-19, mais tous ceux qui, du fait du confinement et des mesures qui l'entourent, ont intégré dans leur existence concrète la possibilité de la contamination.

« Catastrophe », un mot beaucoup entendu ces derniers temps, ne vous paraît-il pas adapté à la situation ?

« Catastrophe » désigne aussi un basculement, mais le mot renvoie plutôt au registre du théâtre. C'est le moment où, dans une tragédie, la contradiction devient tellement insupportable qu'elle appelle un dénouement. Mais depuis une vingtaine d'années, le mot « catastrophe » a pris des relents apocalyptiques qui inscrivent la fatalité dans l'histoire. Les collapsologues ou ceux qui parlent d'« effondrement » insistent sur le caractère inéluctable de la catastrophe si on ne fait rien. Ce qui implique que n'importe quelle mesure permettant de l'éviter, y compris radicale, doit être adoptée. Cela ne va pas sans poser des problèmes sérieux.

“La diversité des métaphores utilisées – guerre, peste, vague, tsunami, etc. – dit bien la multiplicité des registres concernés par cette crise.”

Dans quel sens ?

La tentation est grande chez certains de proclamer « on vous l'avait bien dit ! » ou d'affirmer que « le pire nous donne raison ». Passé ce moment de narcissisme, on se rend compte que le Covid-19 ouvre une situation inédite dans l'histoire de l'humanité. La diversité des métaphores utilisées – guerre, peste, vague, tsunami, etc. – dit bien la multiplicité des registres concernés par cette crise. Et l'importance de ne pas nous précipiter vers des conclusions hâtives. Pensons par exemple l'Inde. On a pu se réjouir que le confinement imposé à un pays de 1,4 milliard d'habitants ait réduit de manière drastique une pollution intolérable. Il paraît même que l'on peut à nouveau apercevoir les étoiles dans la nuit de New Delhi. Mais se contenter de dire cela, c'est oublier l'extrême violence du confinement indien et la recherche éperdue de coupables qui, dans ce pays, s'est abattue sur les musulmans. On peut aussi se réjouir de voir qu'un virus a réussi là où révolutions et grèves générales avaient échoué : mettre le capitalisme mondial à genoux. L'Histoire connaîtrait une embardée dont il faudrait profiter pour, dans l'urgence, faire table rase du passé. Mais s'il est hautement souhaitable que le monde d'après rompe avec le monde d'avant, en particulier dans son organisation économique et sociale, cela n'implique pas pour autant de renoncer à tout. En l'occurrence, aux dimensions de liberté et de confiance dans les autres qu'il portait encore en lui.

Devant tant d'incertitudes, comment penser cette crise ?

Comme on peut... en reconnaissant d'abord que la philosophie est moins une manière de se protéger de l'événement qu'une invitation à en prendre la mesure. Qu'est-ce qu'un événement

sinon une nouveauté ? C'est le mot « suspens » qui s'impose d'abord à moi. Une suspension forcée de nos manières de vivre et de penser, suivie de réflexions encore inabouties sur ce qu'il faudra faire quand l'épidémie sera enrayée. La suspension du jugement est une méthode philosophique éprouvée, d'abord par les sceptiques, puis par Descartes qui a fait du doute le point de départ de toute méthode rationnelle. De quoi doutons-nous aujourd'hui ? De tout ce qui nous apparaissait jusque-là comme une évidence. Le tremblement de terre de Lisbonne de 1755, en plein siècle des Lumières, avait lui aussi mis à mal les évidences de l'époque : l'idée de progrès était si bien ancrée dans les esprits du milieu du XVIIIe siècle que nombre de penseurs ne doutaient plus de sa vérité. Et voilà qu'une catastrophe apparemment naturelle remet subitement en cause cette promesse. Pour Voltaire, la civilisation moderne n'était pas remise en question, le séisme rappelait simplement l'étrangeté de la nature à l'homme. Rousseau souligne au contraire que si l'on n'avait pas construit autant de logements pour les pauvres sur les berges du Tage, il y aurait eu beaucoup moins de morts. Selon lui, la brutalité de cette crise résultait d'abord de mauvaises décisions politiques...

Quid du Covid-19 ? On ne peut pas dire que la croyance dans le progrès a marqué les débuts du XXIe siècle : le [réchauffement climatique](#) l'avait déjà largement entamée. Nous lui avons substitué le mythe de l'innovation ininterrompue et prometteuse. Cette croyance se trouve aujourd'hui renforcée dans l'espérance d'un vaccin – donc d'une innovation – susceptible de nous sauver. Mais, autre signe du suspens, nous prenons aussi conscience que l'abolition technique des distances a joué un rôle dans l'intensification de cette crise.

Nous sommes aussi forcés de repenser notre liberté...

Oui, et surtout de la réaffirmer au moment où elle se trouve abolie dans une de ses expressions les plus élémentaires : la liberté de mouvement. À cet égard, et si paradoxal que cela paraisse, le confinement est à la fois inévitable et scandaleux. S'il s'est imposé comme la seule solution possible, il demeure une atteinte à l'État de droit, qui n'a pas de précédent dans les démocraties modernes en période de paix. Au cours du confinement, l'exigence juridique de liberté rencontre une dimension existentielle : la recherche de transcendance, c'est-à-dire d'une sortie hors de soi, d'un horizon qui ne se borne pas au déjà connu. Que l'on aime aller au théâtre, à la plage ou au bistrot est secondaire, le fait est qu'il y a en nous quelque chose de rétif à l'impératif de rester chez soi. Le risque du confinement est de marquer une nouvelle étape dans la privatisation du quotidien – au sens d'une valorisation de la seule vie privée jugée (à tort) comme la plus sûre. Poursuivre ce confinement, fût-ce à travers des moyens numériques de surveillance, au-delà de la période nécessaire serait la pire des solutions.

“Entre le divertissement futile et l'ennui profond, il y a une place pour la culture, qui est un art du détour : elle parle du présent en prenant des chemins de traverse. La culture ne guérit pas, mais elle console.”

Les sciences, la psychologie ou les religions – bref, la culture – sont-elles de meilleures consolations que la philosophie face au drame ?

Pascal disait que le malheur de l'homme vient de ce qu'il ne peut demeurer une heure dans sa chambre à s'ennuyer – l'ennui offrant à ses yeux une occasion de se tourner vers Dieu en se séparant du monde. Mais, du moins en Occident, la religion ne constitue plus la réponse universelle à notre besoin de consolation. Sommes-nous pour autant condamnés à ce que Pascal appelait justement le « divertissement », c'est-à-dire à l'oubli du sérieux de l'existence ? Entre le divertissement futile et l'ennui profond, il y a une place pour la culture. Beaucoup, au cours du confinement, font l'épreuve de la difficulté de lire des livres ou de regarder des films déconnectés de ce que nous sommes en train de vivre. Il est peut-être plus

facile de se rapporter à des œuvres qui évoquent indirectement ce qui nous arrive : on a beaucoup cité [La Peste, de Camus](#), je pense aussi au *Désert des Tartares*, de [Dino Buzzati](#), un des plus beaux livres sur l'attente. La culture est un art du détour : elle parle du présent en prenant des chemins de traverse. La culture ne guérit pas, mais elle console, puisque la consolation consiste à reformuler la douleur dans un sens qui la rend moins intolérable. Elle n'abolit pas la souffrance, mais la souffrance de la souffrance, c'est-à-dire le mal qui s'ajoute à la douleur du fait de ne pas la comprendre.

Mais la mort, depuis deux mois, est aussi une affaire politique...

Nous vivons une période où l'état d'exception est érigé en norme alors qu'il faudrait maintenir des principes intangibles. Particulièrement à propos du deuil. Emmanuel Macron a précisé récemment qu'il serait autorisé d'aller [visiter un proche sur le point de mourir à l'hôpital](#). Mieux vaut tard que jamais. Parce qu'il y a pire que le fait de mourir : être dépossédé de sa mort. Ôter aux mourants et à leurs proches la possibilité de se revoir, au prétexte qu'il ne faut prendre aucun risque, est une mesure de survie qui se retourne contre la vie, dans ce qui fait son humanité. Derrière le patient, il y a un citoyen, ce que la réduction du discours politique à la norme médicale tend à occulter. Même au cours d'une pandémie, la culture du deuil doit faire valoir ses droits contre des considérations purement sanitaires.

Vous-même, qu'est-ce qui vous console de ne pouvoir sortir ?

Comme beaucoup de monde, je me suis dit : c'est l'occasion de faire ce que j'ai toujours remis à plus tard – dans mon cas, regarder des films de la Nouvelle Vague que je n'avais jamais vus. Je les ai presque tous abandonnés en route. Voir ces scènes d'amis discutant de politique ou du sens de la vie dans un café bondé et enfumé, avant de s'embrasser quand ils se quittent, est devenu une désagréable expérience de l'étrangeté ! C'est à ce genre de petits signes que l'on se dit qu'il faut réfléchir, avant d'abolir le monde d'avant sans précaution. Et pourtant, ne nous le cachons pas, il y a un désir de confinement dans notre pays...

“L'habitude du confinement, étendue aux gestes barrières et à la distanciation sociale, pourrait bien perdurer après la pandémie sous des figures politiques nationalistes et identitaires.”

Qu'entendez-vous par là ?

Il semble qu'une majorité de Français soit favorable non seulement au confinement mais à son éventuel renforcement. Il y entre sans doute une part de fatalisme, et tout dépend évidemment des conditions sociales dans lesquelles les personnes sont contraintes de rester chez elles. Mais si beaucoup supportent le confinement, c'est peut-être aussi parce qu'elles vivaient déjà confinées avant. Cyril Hanouna tous les soirs, c'est du confinement ! Même s'il serait odieux de jeter la pierre à ceux dont la vie était socialement ramenée à un espace réduit. Le but d'une société démocratique et égalitaire est de donner à chacun les moyens de se libérer de l'assignation à résidence. La maladie est le lieu d'un conflit entre les désirs : celui de se protéger contre celui de sortir. L'habitude du confinement, étendue aux gestes barrières et à la distanciation sociale, pourrait bien perdurer après la pandémie sous des figures politiques nationalistes et identitaires. Comment expliquer demain que les frontières ne sauraient être la solution miracle à tous les problèmes, quand on a présenté le monde extérieur, l'autre, comme un ennemi potentiel ?

Les appels à la vigilance généralisée, lancés aussi bien par les médecins que par les pouvoirs publics, posent-ils problème ?

Si vigilance signifie prudence, il est logique d'y avoir recours en temps de crise. On pourrait d'ailleurs légitimement argumenter que les imprudents sont d'abord ceux qui n'ont pas écouté

les personnels hospitaliers en grève l'hiver dernier, et dont l'un des mots d'ordre était « L'État compte les sous, nous comptons les morts ». Mais la vigilance, comme forme de vie, consiste en une incorporation de la peur. Elle revient à faire porter la responsabilité de la sécurité ou de la santé de tous sur des individus suspects de mettre les autres en danger du seul fait qu'ils sortent de chez eux. Cela exonère un peu rapidement l'État, dont la tâche est de trouver un équilibre entre sécurité et liberté. En outre, cela renforce notre tendance à nous ausculter en permanence. Qu'une personne tousse ou éternue à moins de 10 mètres de moi, et voilà ma vie qui chavire... Or, quand le danger naît de la seule proximité, toutes les violences deviennent possibles. Il ne s'agit pas seulement de liberté, mais des conditions les plus élémentaires de la vie heureuse. Le bonheur le plus modeste est un moment de lâcher-prise où l'autre cesse d'apparaître comme le porteur d'une menace.

Comment voyez-vous le monde d'après ?

Nous ne savons pas comment nous allons sortir de cette crise, mais il est possible de nous souvenir dans quel état nous y sommes entrés. De ce point de vue, les choses sont contrastées. Le culte néolibéral de la mondialisation heureuse, la mise en concurrence tous azimuts, la marchandisation de la santé sont des victimes collatérales de la pandémie, parce qu'elles en ont intensifié les effets. Même les défenseurs les plus ardents de la régulation par le marché n'osent plus parler cette langue. Mais nous sommes aussi entrés dans cette crise à un moment où l'Europe était traversée par des tendances aux replis identitaires. Celles-ci ne vont pas disparaître, il y a même fort à craindre qu'elles en sortent renforcées. Dans le monde d'après, comme dans celui d'avant, la difficulté sera de convaincre que l'alternative ne se résume pas à une opposition entre néolibéralisme et nationalisme, et que des voies non autoritaires et égalitaires demeurent praticables. L'issue du conflit est imprévisible, mais elle ne se jouera pas seulement au niveau abstrait des doctrines politiques. Imaginer le déconfinement, c'est se demander si nous sortirons masqués, pleins d'angoisse à la moindre rencontre inattendue ou, au contraire, si le désir de mettre en œuvre de nouvelles solidarités l'emportera. La bataille politique se mènera aussi au niveau de nos choix intimes. On dit que les patients qui sortent de réanimation doivent réapprendre à marcher. J'espère la sortie du confinement moins dramatique, mais elle nécessitera aussi l'apprentissage d'une vie libérée de la peur.

Le philosophe Michaël Fœssel

1974. Naissance à Thionville.

1995. Entrée à l'ENS de Fontenay-Saint-Cloud.

2012. *Le Temps de la consolation*, éd. du Seuil.

2013. Élu professeur de philosophie à l'École polytechnique.

2019. *Récidive. 1938*, éd. PUF.

À lire

[*Le Temps de la consolation*](#), éd. Points, 336 p., 8,80 € (e-book, 14,99 €).

[*Après la fin du monde. Critique de la raison apocalyptique*](#), éd. Points, 320 p., 8,80 € (e-book, 15,99 €).

[*L'Avenir de la liberté. Une histoire personnelle de la philosophie*](#), éd. PUF, 360 p., 17 € (e-book, 13,99 €).